

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE

A/C.3/33/L.22
6 novembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
FRANCAIS

Trente-troisième session
TROISIEME COMMISSION
Point 76 de l'ordre du jour

CONSEQUENCES NEFASTES POUR LA JOUISSANCE DES DROITS DE L'HOMME
DE L'ASSISTANCE POLITIQUE, MILITAIRE, ECONOMIQUE ET AUTRE
ACCORDEE AUX REGIMES RACISTES ET COLONIALISTES D'AFRIQUE
AUSTRALE

Algérie, Angola, Bénin, Burundi, Congo, Djibouti, Egypte, Inde, Kenya,
Libye, Madagascar, Mali, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tunisie,
Yougoslavie, Zaïre : projet de résolution

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3382 (XXX) et 3383 (XXX) du 10 novembre 1975 et
31/33 du 30 novembre 1976,

Rappelant également ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1er mai 1974
contenant la Déclaration et le Programme d'action sur l'établissement d'un nouvel
ordre économique international, ainsi que sa résolution 3281 (XXIX) du
1er décembre 1974 contenant la Charte des droits et devoirs économiques des Etats,

Evoquant sa résolution 3171 (XXVIII) du 17 décembre 1973 relative à la
souveraineté permanente sur les ressources naturelles tant des pays en dévelop-
pement que des territoires sous domination coloniale et étrangère ou assujettis au
régime d'apartheid,

Ayant à l'esprit la résolution 7 (XXXIII) du 7 mars 1977 et 6 (XXXIV) du
22 février 1978 de la Commission des droits de l'homme,

Ayant pris connaissance du rapport préparé et mis à jour par le Rapporteur
spécial sur les conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de
l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée aux régimes racistes
d'Afrique australe (E/CN.4/Sub.2/383/Rev.1),

Convaincue que le rapport susmentionné contient des éléments de preuve
supplémentaire permettant à l'Assemblée générale de conclure que l'assistance
politique, militaire, économique et autre que certains Etats accordent aux régimes
racistes et colonialistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud constitue le
facteur principal de la persistance des politiques abominables de ces régimes dans
la mesure où elles portent préjudice aux droits de l'homme et aux libertés
fondamentales des peuples opprimés d'Afrique australe,

78-24757

/...

3A-

Prenant note de la résolution 2 (XXXI) du 13 septembre 1978 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

Notant en outre que le maintien par certains Etats de relations politiques, économiques, militaires et autres avec le régime raciste d'Afrique du Sud constitue une violation flagrante et délibérée des buts et principes de la Charte et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Convaincue que la poursuite par certains Etats et organisations de la coopération militaire et nucléaire avec le régime raciste d'Afrique du Sud constitue une menace grave non seulement pour les peuples opprimés d'Afrique australe, mais aussi pour tous les Etats africains et notamment pour l'indépendance des Etats de première ligne, ainsi que pour la paix et la sécurité internationales,

Regrettant que le Conseil de sécurité n'ait pas été en mesure de prendre des décisions à caractère obligatoire pour empêcher toute collaboration dans le domaine nucléaire avec l'Afrique du Sud,

Préoccupée en outre par les efforts effrénés déployés par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud en vue de se doter d'armes nucléaires;

1. Réaffirme le droit inaliénable des peuples opprimés d'Afrique australe à l'autodétermination et à l'indépendance et leur droit inaliénable de jouir des ressources naturelles de leurs territoires;

2. Réaffirme à nouveau le droit de ces mêmes peuples à disposer de ces ressources pour leur mieux-être, et à obtenir une juste réparation pour l'exploitation, l'épuisement, la perte ou la dépréciation de ces ressources naturelles, y compris les réparations pour l'exploitation et l'usage abusif de leurs ressources humaines;

3. Condamne énergiquement la politique de maintien des intérêts politiques et économiques de ces Etats occidentaux et autres, ainsi que les activités des sociétés transnationales et la collaboration croissante de certains de ces Etats et sociétés transnationales avec les régimes racistes d'Afrique australe, particulièrement dans les domaines politique, économique, militaire et nucléaire, qui constitue un obstacle à la jouissance des droits de l'homme des peuples opprimés d'Afrique australe;

4. Réaffirme encore une fois que les Etats qui accordent leur assistance aux régimes coloniaux et racistes d'Afrique australe se font complices des pratiques inhumaines de discrimination raciale, du colonialisme et de l'apartheid perpétrés par ces régimes;

5. Prie le Conseil de sécurité d'adopter enfin des décisions à caractère obligatoire en vue d'interdire toute collaboration avec l'Afrique du Sud dans le domaine nucléaire, et de prendre des mesures effectives pour empêcher le régime d'apartheid d'acquérir des armes nucléaires;

/...

6. Lance un appel à tous les Etats pour qu'ils observent scrupuleusement les sanctions imposées par les Nations Unies au régime minoritaire illégal de Rhodésie du Sud, ainsi que l'embargo sur l'armement imposé par la résolution 418 du Conseil de sécurité (1977) du 4 novembre 1977;

7. Lance un appel à tous les Etats, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils apportent tout leur concours aux mouvements de libération d'Afrique australe reconnus par l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine;

8. Exprime son appréciation sur le rapport mis à jour et soumis par le Rapporteur spécial (E/CN.4/Sub.2/383/Rev.1);

9. Invite la Commission des droits de l'homme à étudier en priorité au cours de sa trente-cinquième session, ledit rapport élaboré conformément à la résolution 2 (XXXI) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

10. Prie le Secrétaire général de procéder à une diffusion aussi large que possible du rapport du Rapporteur spécial susmentionné et de le communiquer au Comité spécial contre l'apartheid, au Conseil des Nations Unies pour la Namibie, ainsi qu'aux autres organes du système des Nations Unies concernés,

11. Décide d'examiner cette question lors de sa trente-cinquième session, à titre hautement prioritaire, et à la lumière des recommandations que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et le Comité spécial voudront bien lui fournir.
